

routes d'accès aux ressources, programmes qui a donné à la population de nos régions septentrionales de nombreuses raisons d'espérer. Ce gouvernement a mis en marche un programme de construction de routes conduisant aux territoires du Nord; mais, dès son retour au pouvoir, le gouvernement libéral a annulé le programme et de nouveau plongé ces gens dans le désespoir. Ils se réjouissaient d'un programme propre à développer les routes et les ressources et à améliorer leur situation économique. Tout espoir dans ce sens a maintenant disparu, et c'est, je crois, sur le ministre actuel qu'il faut en rejeter le blâme. Il ne se soucie guère des pauvres gens du Nord; peu lui importe que les Métis de ces territoires soient mal vêtus, que les maris n'aient pas d'emploi et que les femmes souffrent de privations parce que leurs maris ne travaillent pas. Il est grand temps qu'il réfléchisse au traitement qu'il inflige à ces gens, mais peut-être s'en rend-il compte. Les habitants du Nord ont autant le droit de vivre que n'importe qui, monsieur l'Orateur.

Je voudrais, pour terminer, en revenir à ma première objection. Quand nous créons des sociétés de la Couronne, nous enlevons des pouvoirs au Parlement pour les mettre aux mains de fonctionnaires. C'est un mauvais principe, et j'estime que le public devrait savoir ce qui se passe. Depuis deux ans environ, le premier ministre et ses collaborateurs crient «démocratie directe». Comment le peuple peut-il participer activement aux décisions des sociétés de la Couronne? Le gouvernement est non seulement réfractaire à l'idée d'une gestion responsable, mais, en dépouillant depuis un an et demi le Parlement de ses pouvoirs, il semble avoir oublié que les Canadiens tiennent au gouvernement représentatif. Les partisans du gouvernement semblent singulièrement peu disposés à saisir cette idée simple. Le bill C-152 demande au Parlement d'abandonner des pouvoirs, de les enlever au ministre pour les attribuer à une société de la Couronne. Le ministre trouve peut-être cela bien, mais je vous assure que les Canadiens s'y opposent et plus vite le parti du gouvernement le comprendra, mieux cela vaudra. Nous acceptons du peuple le mandat du gouvernement. Or, le peuple voulait que le parti actuellement au pouvoir dirige le pays, mais non pas vers la faillite.

Si le gouvernement continue sur sa lancée et réduit encore davantage le caractère démocratique de l'appareil gouvernemental, il est évident que ses jours sont comptés. Peut-être le sait-il déjà, ce qui expliquerait cette nouvelle source de faveurs politiques? Je

tiens à rappeler au gouvernement que s'il mord la poussière lors des prochaines élections, il n'y aura point, dans telle ou telle société de la Couronne, de lucratives sinécures pour des candidats défaits ou des militants du parti; il ferait donc mieux de ne pas présenter cette sorte de bill qui, à mon sens, est inacceptable.

• (8.50 p.m.)

**M. Arnold Peters (Timiskaming):** Monsieur l'Orateur, depuis quelques années, j'écoute plaider leurs causes, d'une part ceux qui sont en faveur de l'expansion des entreprises commerciales dans nos parcs nationaux et, d'autre part, ceux qui voudraient y limiter les activités à des fins récréatives. Cette controverse est axée d'ordinaire sur Jasper et Banff. A mon avis, il est temps que l'on cesse de parler de ces deux collectivités. Elles vont manifestement rester où elles se trouvent et la plupart des gens qui visitent les parcs se réjouissent, je crois, de les visiter.

Il faudrait cependant limiter leur expansion au moyen d'une ligne de démarcation. On devrait ensuite permettre au gouvernement de l'Alberta d'administrer ces collectivités de la façon habituelle. Je suis de ceux qui estiment que les résidents des parcs devraient pouvoir y vivre normalement en tant que membres de la collectivité à la seule condition que celle-ci ne s'étende pas plus que ne l'exigent les besoins du parc. Le gouvernement devrait «municipaliser», si le verbe existe, les parcs de Jasper et de Banff et permettre à la collectivité qui y réside de s'y développer sur le plan provincial et municipal.

Je me demande évidemment pourquoi on propose d'instituer une société de la Couronne. Je ne dis pas que toutes les initiatives du gouvernement à l'égard de ces parcs ont été mauvaises, mais la plupart des gens soupçonneront sans doute, comme moi, que l'on crée cette société de la Couronne par souci de rentabilité. Je n'ai jamais séjourné longtemps dans le parc national de Banff ou de Jasper mais, d'après les photos que j'en ai vues, ces parcs symbolisent vraiment toute la beauté de la région. Je suis fier qu'ils existent et qu'ils soient à la disposition des Canadiens de tout le pays, et même des gens du monde entier, à un prix raisonnable. Je ne les visiterai peut-être jamais, mais je contribuerai volontiers à leur coût pour que d'autres puissent en profiter à un prix raisonnable. Je crains qu'une société de la Couronne chargée d'administrer ces parcs n'aille majorer les prix à tel point qu'il ne vaudrait plus guère la peine d'y aller, comme cela s'est produit en Ontario. Il vaut